forment le fond sur lequel les futurs colons de la grande île malgache pourront asseoir leurs exploitations.

LA THEORIE DU DEPOT

M. Edmond J. Barbeau, dont la compétence est indiscutable, traite dans un article publié dans la *Revue Nationale* de décembre, des dépôts dans les banques d'escompte.

« Différant essentiellement, dit-il, de ce qu'on appelle le *capital*, qui est une valeur immobilisée, le dépôt est mobile et doit être traité comme une dette à échéance plus ou moins courte. De là, la nécessité d'en surveiller le placement, pour qu'à un moment donné il puisse se liquider. Ce serait donc une erreur que de l'employer exclusivement en escompte. Malgré la valeur de l'escompte, sa réduction trop subite, amenée par une demande extraordinaire de la part des déposants, occasionnerait forcément une crise dans le commerce; car c'est précisément dans les moments de crise que le marchand voit grandir ses besoins et qu'il a plutôt besoin de l'aide de la banque que d'être appelé à venir à son secours. »

C'est-à-dire que, si le capital propre de la banque est fixe, celui qui lui est fourni par les déposants est essentiellement variable et peut être retiré dans le moment le plus mal choisi, c'est-à-dire au moment d'une crise commerciale; ce qui forcerait la banque à réduire ses escomptes, quand elle devrait, au contraire, pouvoir les faire plus larges. M. Barbeau se demande comment il faudrait s'y prendre pour concilier ces deux conditions: la prompte réalisation des dépôts et la stabilité des escomptes. La solution qu'il propose comporte: 1^o la réduction de l'intérêt, qui diminuera l'affluence des dépôts vers les banques d'escompte; et 2^o le placement d'une partie des dépôts en valeurs mobilières canadiennes ou étrangères, mais surtout en valeurs cotées sur les bourses étrangères.

Il n'indique pas quelle proportion du total on doit ainsi placer en valeurs réalisables par une opération de bourse, sans diminuer la somme destinée aux escomptes; un autre banquier, M. Hague, qui a déjà émis la même théorie, la place à au moins vingt-cinq pour cent. Ce qui fait le mérite spécial des valeurs cotées sur les bourses étrangères, c'est qu'elles peuvent être converties en argent sans affecter le marché local. La réduction du taux de l'intérêt

est une mesure qui s'imposait et dont les banquiers avaient déjà tenté la réalisation depuis quelque temps, mais qui avait été rendue irréalisable, jusqu'au mois de juillet dernier, par l'obstination d'une banque qu'il n'est pas nécessaire de nommer.

« Comptez aussi, ajoute-t-il, qu'une bonne administration doit garder en caisse, au réalisable immédiatement, au moins un quart des dépôts. » C'est-à-dire en espèces, billets du gouvernement, billets d'autres banques, comptes de dépôts à l'étranger et prêts à demande. Ce qui fait cinquante pour cent des dépôts à placer autrement qu'en escompte et à garder en caisse. A ce compte, il est évident qu'il serait ruineux de payer 4 p.c. d'intérêt sur des dépôts, dont il faudrait garder la moitié disponible et rapportant moins de 4 p.c.

S'il était possible d'obtenir, soit par législation, soit par entente entre les banquiers, que ces prudents conseils fussent mis en pratique, on verrait nécessairement le taux de l'intérêt sur les dépôts dans les banques d'escompte tomber à 2½ ou même à 2 p.c. Qu'en résulterait-il, au point de vue du placement de la fortune publique? C'est que les capitalistes—petits ou grands—au lieu de laisser leurs fonds en dépôt dans les banques, les placeraient en bonnes valeurs mobilières, en obligations (débentures,) de l'état, des provinces, des municipalités, des compagnies industrielles qui, tout en rapportant un revenu supérieur, c'est-à-dire 4 p.c. en moyenne, peuvent au besoin être converties en argent comptant par une vente à la bourse.

« Chez nous, fait remarquer à ce sujet M. Barbeau, les rentes d'Etat, comme les obligations de nos municipalités et de nos compagnies industrielles, sont détenues à l'étranger. Nous ne les prenons pas parce que, en général, nous ne voulons pas nous contenter d'un placement de quatre pour cent. Hier encore, une de nos filatures de coton a négocié, à Londres, près de deux millions de ses obligations portant quatre et demi pour cent au pair. Cette somme va rembourser les obligataires d'ici de ce montant pris, il y a quelques années, à 6 pour cent. Cette somme va grossir encore les dépôts de banques, et il en sera de même jusqu'à ce que nous acceptions enfin et aux mêmes conditions ce qui nous est enlevé par les étrangers. Car, si cela se continue, nous serons sans autre revenu que celui que nous rapporteront nos dépôts. »

Ancien administrateur de la Banque d'Epargne, M. Barbeau, malgré son passage, en des jours troublés, à la banque Jacques Cartier, semble n'être pas tout à fait au courant du mécanisme des dépôts dans les banques d'escompte. Il est sous l'impression que les dépôts de l'épargne sont classés, par les banques, dans leur état mensuel, sous le titre de dépôts à demande. « Il y a actuellement en dépôt, dit-il, dans les banques, cent quatre-vingt-trois millions de dollars en chiffres ronds, dont soixante-sept millions à demande, le reste à terme. Ces soixante-sept millions représentent les balances au crédit des négociants et l'épargne. » Suivant l'esprit de la loi des banques, il a raison; mais la lettre permet aux administrateurs des banques de classer les dépôts d'épargne parmi les dépôts remboursables après avis, puisque les banques, en acceptant ces dépôts, stipulent expressément qu'elles *pourront* exiger un avis de 30 jours. Et nous savons, de science certaine, que plusieurs administrateurs de banques les classent ainsi.

Si, par exemple, les dépôts d'épargne de la banque du Peuple eussent été compris dans la somme des dépôts à demande, qui ne s'élevait au 1^{er} juillet, qu'à \$1,133,636 et que les autres dépôts se montant à \$5,374,872 eussent été assujettis à un avis de trois mois seulement, il est clair que la banque aurait pu faire face aux demandes immédiates avec ses propres ressources et celles que les autres banques ont mises à sa disposition, et n'aurait pas été obligée de suspendre ses paiements.

Cette confusion est particulièrement dangereuse, précisément parce qu'elle ne permet pas au public intéressé—déposants et actionnaires de se rendre un compte exact de ce que la banque peut être appelée à payer à courte échéance et de la suffisance des disponibilités qu'elle garde pour faire face à cette éventualité.

Il est donc nécessaire, si l'on veut rendre le sens de la sécurité aux déposants, d'exiger que les banques classent leurs dépôts d'épargne soit dans la colonne des dépôts à demande, soit dans une colonne spéciale. On aura ainsi des données exactes, définies, sur lesquelles on pourra calculer quelle somme il est nécessaire de garder disponible. Car, pour les dépôts placés à terme fixe ou pour lesquels on a stipulé un avis de trois mois au moins, il est clair que la sécurité de l'escompte et du capital propre de la banque serait presque suffisante, s